

Direction du
Développement Durable
des Territoires

Service Gestion et
Préservation des
Ressources

Bureau des impacts

6, route des Artifices -
Moselle
BP L1
98849 Nouméa CEDEX

Téléphone :
20 34 00

Courriel :
3dt.contact@province-
sud.nc

N° 226898-2023/13-
REP/DDDT

Avis sur le rapport sur les incidences environnementales (RIE) concernant le projet de PUD de la commune de Païta

Il est rappelé ici que pour tous les plans et documents de planification soumis à évaluation environnementale, la personne publique responsable de l'élaboration ou de l'adoption d'un plan urbanisme directeur (PUD) transmet pour avis à la direction provinciale en charge de l'environnement (DDDT) un rapport sur les incidences environnementales (RIE) permettant à cette dernière de formuler un avis sur la qualité de l'évaluation réalisée et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet de document.

Cet avis sera mis en ligne sur le site internet provincial et joint au dossier d'enquête publique du PUD. Cet avis ne porte pas sur son opportunité mais sur la qualité du rapport concernant les incidences environnementales présenté par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou le document. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer sa conception et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Conformément aux dispositions de l'article PS 111-9 du code de l'urbanisme, l'ensemble des personnes public concernées ont été consultées sur le rapport des incidences environnementales du projet de plan d'urbanisme directeur de la commune de Païta :

- | | | |
|----------|--|------------|
| • DIMENC | • DDET | • IRD |
| • DAVAR | • DAFE | • IAC |
| • DITTT | • DDDT (SCS/SGAP/SGPR/SPATT/SII) | • SECAL |
| • DSCGR | • Cellule de l'habitat et de l'urbanisme | • SIVM SUD |
| • DASS | • SENAT COUTUMIER | • SMTI |
| • DAEM | • ADRAF | • SIGN |
| • DCJS | • ANCB | • SMTU |
| • DEL | • ACE | • SEUR |

La direction de l'aménagement, de l'équipement et des moyens (DAEM) a produit un avis le 4 décembre 2023 ;

La direction de l'emploi et du logement (DEL) a produit un avis le 6 décembre 2023 ;

L'agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) a produit un avis le 8 décembre 2023 ;

Le service incubation et innovation de la direction du développement durable des territoires (DDDT) a produit un avis le 12 décembre 2023 ;

La société des eaux urbaines et rurales de Païta (SEUR) a produit un avis le 12 décembre 2023 ;

La direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR) a produit un avis le 13 décembre 2023 ;

La direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie (DIMENC) a produit un avis le 13 décembre 2023 ;

La direction des affaires sanitaires et sociales (DASS) a produit un avis le 14 décembre 2023 ;

L'agence néo-calédonienne de la biodiversité (ANCB) a produit un avis le 4 janvier 2024 ;

RESUME DE L'AVIS

Concernant le dossier RIE, il est conforme, dans son contenu, aux attendus de l'article PS. 110-10 du code de l'urbanisme de la Nouvelle Calédonie. La forme du rapport, les rappels réglementaires, les éléments proposés répondent bien globalement aux attendus d'un RIE.

Dans le cadre de l'élaboration de ce projet de PUD, la prise en compte des enjeux environnementaux majeurs semble avoir été bien réalisée, notamment pour leur appréciation et la définition des zonages. La comparaison de l'ancien projet de PUD de la commune (non approuvé) avec les améliorations apportées par cette dernière version, laisse apparaître majoritairement un zonage pertinent, un développement contrôlé et une maîtrise des enjeux. À ce titre, il convient de souligner la volonté de la ville d'intégrer pleinement l'environnement dans son projet d'élaboration du PUD au vu de la superficie des zones naturelles au sein de l'emprise communale.

Toutefois, les choix d'urbanisme opérés dans la présente l'élaboration du PUD ne sont pas clairement justifiés et l'absence de solutions alternatives n'est pas démontrée. Il aurait été pertinent que soit davantage mise en exergue la démarche itérative ayant permis d'ajuster le projet de PUD au regard de ses éventuels impacts environnementaux.

L'un des objectifs de l'évaluation environnementale étant l'information du public, la rédaction du dossier de RIE est de qualité. L'appropriation par le grand public des informations paraît en effet facilitée avec notamment la présentation des méthodes de cotation des incidences, les mesures ERC et la présentation de cartes et tableaux de données lisibles et accessibles.

Le résumé non technique, bien que relativement complet, paraît insuffisant pour vulgariser et transmettre les principales informations à retenir.

Pour compléter le dossier qui sera soumis à enquête publique, l'ajout du diaporama de présentation de la démarche qui a été présenté en réunion de présentation du RIE pourrait ainsi venir compléter utilement le dossier.

AVIS DETAILLE

1) Contexte et remarques générales

Dans son ensemble, l'état initial de l'environnement de la commune a bien été réalisé à l'échelle de la commune, en considération des thèmes attendus et au regard des données transmises et disponibles au moment de son élaboration.

Il est à noter l'absence d'analyse *stricto sensu* dans le cadre de l'état initial, qui s'apparente davantage à une description du territoire de la commune de Païta. L'analyse doit permettre d'identifier les enjeux environnementaux afin de les hiérarchiser selon leurs importances et leurs influences sur l'élaboration du PUD.

À la façon des fiches synthétiques par quartier disponibles en fin de rapport qui apportent quelques précisions sur les enjeux identifiés par quartiers, une analyse par thèmes aurait permis une réflexion à l'échelle de la commune et faire ressortir d'autant plus le travail réalisé sur les choix de zonages, ou sur la prise en compte des continuités écologiques par exemple.

Bien que cet aspect apparaisse dans le RIE, le document concernant l'analyse de l'état initial ne met pas en avant les perspectives d'évolution des thèmes abordés en réponse aux projections possibles, qu'elles soient d'influences naturelles ou liées au projet d'urbanisme.

Enfin, il convient de souligner les remarques émises lors de l'enquête administrative visant le choix des zonages, notamment ceux relatifs aux écosystèmes d'intérêt patrimonial que sont les mangroves et les forêts sèches.

2) Analyse de l'état initial de l'environnement (Pièce N°1)

- Caractéristiques géographiques

Analyse de l'occupation du sol

Malgré les échanges préliminaires entre la DIMENC et le bureau d'étude SECAL en février 2023, la carte relative aux servitudes, précisant notamment les emprises des concessions minières et permis de recherche, n'est pas complète. En effet, certaines concessions minières, dont l'échéance d'autorisation est dépassée, n'apparaissent pas sur la carte. Ces concessions font toutefois partie du domaine minier actif conformément à l'article Lp.131-8 du code minier, des demandes de renouvellement ayant été déposées. Dans ce cadre, la carte doit être complétée avec les concessions manquantes, ces informations sont à jour et disponibles sur Georep. Par ailleurs, les zones naturelles minières sont discontinues et séparées par des zones naturelles protégées. Or les seules voies d'accès admises par le règlement sur ces zones sont celles « *nécessaires à la prévention des risques, à l'entretien et à l'ouverture au public des lieux* », ce qui est incompatible avec d'éventuelles exploitations de mines ou de carrières dont l'accès passerait nécessairement par ces zones.

- Ressources naturelles et biodiversité

Espaces et ressources naturelles

La distinction entre les formations péridotitiques et dérivées d'une part et les formations volcano-sédimentaires d'autre part est tout à fait pertinente.

La carte présentée en figure 14 (Carte géologique de la Païta (Source : DIMENC)) correspond à la carte disponible sur l'explorateur cartographique Georep à l'échelle 1/1 000 000, ce qui ne semble pas adapté à une étude locale PUD, d'autant plus qu'il existe une carte au 1/50 000.

Le titre de légende de la figure 14 indique une distinction par lithologie alors que les caissons listés indiquent des unités lithostratigraphiques :

- soit modifier le titre de la légende en "Unité lithostratigraphique" ;
- soit faire une cartographie des lithologies, par ex : "Calcaires, Péridotites, Flysch, Alluvions, ...".

Le texte en commentaire donne des descriptions d'épaisseur de sols, de pH, etc... Le texte mêle des éléments géologiques et des éléments pédologiques. Pour mémoire, l'IRD / ORSTOM a produit une carte morpho-pédologique qui peut amener des éléments purement pédologiques disponibles sur l'explorateur cartographique Georep (couche "morphopédologie" Référence : Podwojewski P., Beaudou A. (1987). Carte morpho-pédologique de la Nouvelle Calédonie au 1/200.000ème. Ed. ORSTOM 4 cartes, 3 fascicules. Le contenu sémantique et les limites ont été corrigés par Alain Beaudou, Pédologue IRD (2006)).

Le texte indique "Les massifs de péridotites sont caractérisés par des sols généralement épais...". Est ce qu'il n'y a pas confusion entre le profil d'altération qui peut effectivement être d'épaisseur plurimétrique sur substrat péridotitique et le sol pédologique qui est généralement, au contraire, plutôt très peu développé sur substrat péridotitique ?

Le texte indique : "Les formations à alluvions anciennes (unité sédimentaire Crétacé) sont caractérisées par...". Cette tournure associe les formations alluviales anciennes à l'unité sédimentaire Crétacé et laisse donc à penser que les alluvions sont d'âge crétacé. Les alluvions sont d'âges quaternaires (unité des formations fluviatiles et littorales, formations superficielles) et peuvent être en couverture sur les formations crétacées.

La tournure du texte laisse à penser que les formations alluviales anciennes sont de nature serpentineuse, siliceuse, etc... Les alluvions sont plutôt de nature argilo-silteuse et remanient éventuellement des éléments de silice, de serpentinites, ou autre, selon la nature lithologique des bassins versants amont.

L'ensemble apparaît confus et mériterait de distinguer les éléments géologique d'une part et pédologique d'autre part. L'équipe du SGNC se tient disponible pour échanger sur la géologie de la commune et répondre aux questions du bureau d'études.

Le chapitre sur la géologie se conclut sur deux phrases succinctes évoquant les richesses naturelles dont le sous-sol de la commune regorgeait et sur l'activité minière qui est une activité économique importante pour la commune. Cette remarque mériterait d'être développée afin d'apporter les éléments pertinents nécessaires à l'analyse de l'étude d'impact environnemental.

Concernant le chapitre sur l'amiante en page 20, il s'agit d'une carte d'aléa amiantifère issue de la carte géologique au 50 000ème. Il ne s'agit pas d'une carte de risque amiante, comme précisé précédemment dans le présent courrier. Ainsi sur la commune, la probabilité d'amiante environnementale forte est liée à la semelle (serpentinite) des péridotites et l'aléa modéré aux péridotites. Un travail de mise à jour est en cours au sein du SGNC (échéance 1er trimestre 2024). A noter que concernant les risques naturels géologiques, les études et cartographies des aléas mouvements de terrain ont été remises et présentées à la mairie de Païta le 6 décembre 2023.

Il est regrettable de constater que dans le volet sur l'hydrogéologie (§ 2.1.2. Hydrogéologie) présenté dans l'étude d'impact environnementale (EIE) en page 24, les outils mis à dispositions par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie tels que la Base de Données Sous-sol (BDSS-NC) et l'atlas hydrogéologique (BDLISA-NC) n'ont pas été utilisés. Par ailleurs, des études de localisation du biseau salé ont été réalisées sur la commune par la province Sud, il conviendrait donc également d'en tenir compte. Le secteur Littoral est alimenté, pour sa partie Est par le captage de Roche Blanche complété par l'Aqueduc de Tontouta, et pour sa partie Ouest, par l'Aqueduc de Tontouta. Le biseau salé, quant à lui, se situe à Tontouta, plus précisément au niveau du forage de Beurivage qui servait à alimenter le lotissement du même nom. Pour cette raison, ce forage n'est plus en service depuis 2010. Ce paragraphe n'a donc pas lieu d'être indiqué.

Il est dit dans le sous-chapitre *Approvisionnement en eau* (§ 2.1.3. Hydrologie), en page 35, que les "possibilités de nouveaux captages sont très limitées sur la commune ; la seule perspective de développement passe par des prélèvements sur l'aqueduc de Tontouta" (page 35). Nous nous interrogeons sur cette affirmation, d'autant plus que de nombreux secteurs sur la commune présentent un potentiel à explorer concernant la ressource en eau souterraine.

Au sein du sous-chapitre *Les prélèvements en eau* (§ 2.1.3. Hydrologie), en pages 38-39, le bilan présenté ne tient pas compte des prélèvements privés autorisés sur la commune. Ces données doivent être utilisées (même si basées que sur des volumes maximaux autorisés, à défaut d'un suivi actualisé) afin de correctement réellement évaluer l'impact des prélèvements sur les (superficielle et souterraine) et ainsi de pouvoir représenter cartographiquement par exemple : les zones soumises à de fortes pressions de prélèvements mais également les zones à enjeux en fonction des besoins connus (AEP, agricoles, industriels, ...). Éléments qui sont importants pour l'élaboration d'un PUD.

Il est inscrit que « les PPI et PPR sont intégrés à des zones naturelles ou d'exploitation de ressources. Les PPE sont essentiellement couverts par des zones naturelles (89%) et des zones d'exploitation de ressources (11%). Concernant ces dernières, il s'agit pour l'essentiel des zones d'exploitation minière (Nm). ». Il convient d'éviter de superposer deux usages qui ne sont pas compatibles entre eux et notamment dans les PPI et PPR des ressources dédiées à l'alimentation en eau potable (AEP). Un grand nombre de cas concrets en Nouvelle-Calédonie ont poussé des communes à choisir entre une activité minière ou une alimentation en eau potable dans un même bassin versant en raison de problèmes de qualité de l'eau, pouvant avoir un impact sur la santé humaine.

Il existe des prélèvements d'eau pour des usages domestiques dans les rivières de la commune de Païta, pouvant être impactés par les rejets d'assainissement situés en amont hydraulique de la rivière. La DASS-NC travaille actuellement à établir une cartographie des zones à enjeux sanitaires (ZES) dans le but d'aider les mairies à prioriser les zones à assainir en premier. Cette cartographie sera mise à disposition de chaque commune pour l'espace qui la concerne. Les activités à enjeux sanitaires qui préoccupent particulièrement la DASS-NC sont le prélèvement d'eau pour l'alimentation en eau potable publique, la baignade en rivière et en mer, la pêche à pied et les fermes aquacoles.

Milieux naturels et équilibres biologiques

Certaines zones de forêt sèche (cartographiées et aujourd'hui non urbanisées) sont comprises dans des zonages n'assurant pas leur protection. C'est le cas par exemple :

- du quartier « Nogouta / Trois vallées », pour lequel l'EIE précise que « le parcellaire a été organisé de manière à protéger la forêt sèche » pour le plan montre que certaines zones de forêt sèche sont en zone à urbaniser ou en zone naturelle d'exploitation minière.
- de la Pointe Maa, considérée comme une zone clefs de biodiversité, où des zones de forêts sèches sont en zone à urbaniser et en zone naturelle minière.

L'énergie

Sur le volet « émissions de gaz à effet de serre » : le RIE analyse à juste titre que le PUD aura des incidences positives sur les modes de déplacements et sur les émissions de gaz à effets de serre grâce aux éléments suivants : confortement des centralités, obligation de maillage des futurs projets d'aménagements, principes d'aménagement fixés en lien avec la création du futur centre-ville pour y développer notamment les modes actifs et un pôle de mobilité, mise en place de normes de stationnement et d'espaces verts, etc. S'agissant de la qualité de l'air, le RIE aurait néanmoins pu préciser que le PUD aurait peut-être pu aller plus loin sur les règles de retrait de certaines destinations de construction à proximité d'axes routiers majeurs.

- Etat et qualité des milieux

L'organisme SCAL'AIR peut être sollicité par la mairie afin de mettre en place des mesures spécifiques de surveillance de la qualité de l'air sur la commune, notamment pour mesurer l'influence des grands axes de circulation ainsi que de l'aéroport international de La Tontouta. Il s'agit du seul organisme de surveillance de la qualité de l'air agréé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

En page 66 (§ 3.2.3. Erosion des sols), vous faites référence aux différents facteurs favorisant l'érosion des sols néanmoins le facteur feux est très peu développé. Or la commune est soumise régulièrement à des feux de brousse. Il convient de développer ce thème (utilisation des données du portail Vulcain développé par l'Oeil par exemple), notamment dans l'élaboration du PUD.

Les éléments présentés au sein du chapitre 3.3.4 *Aspects quantitatifs* datent de 2019 et 2020. Il est regrettable que des données actualisées n'aient pas été utilisées pour cette étude.

Le plan de sécurité sanitaire des eaux (PSSE) et le plan d'urgence eau (PUE) de la ville de Païta ont été élaborés en 2015 en collaboration avec la ville de Païta. Ces documents ont permis notamment de réaliser une évaluation du risque sanitaire lié à l'alimentation en eau potable et à émettre un plan d'actions. Ces documents n'ont pas été pris en compte lors du RIE de la ville et peuvent être transmis.

Seuls les résultats des suivis menés par la DAVAR sont présentés (§ 3.4.2. Qualité des eaux douces des cours d'eau). Une source de données qui aurait dû être explorée pour ce chapitre est le suivi de la qualité physico-chimique des captages superficiels AEP. De même, la DAVAR et la DIMENC via les bases de données ATYA et BDSS-NC, disposent de résultats analyses ponctuelles sur des eaux superficielles mais également souterraines. Il est donc regrettable que ces services gouvernementaux n'aient pas été consultés lors de l'élaboration de cette étude.

- Cadre de vie

Un des objectifs affichés par la ville de Païta est « d'organiser l'espace de manière harmonieuse ». Cette démarche s'intègre ainsi parfaitement dans l'action n°61 « Intégrer des critères de santé et de bien-être dans les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme et de l'habitat » ; du plan de Santé Calédonien « Do Kamo, Être épanoui ! ».

L'intégration des enjeux de santé publique dans l'aménagement du territoire passe par une amélioration des collaborations entre les différents acteurs pouvant agir pour un urbanisme favorable pour la santé (santé publique, environnement, urbanisme) pour la prise en compte des déterminants de santé tels que la sécurité, la proximité à des espaces verts et de loisirs, la qualité de l'air ambiant, les nuisances sonores, etc.

Le profil de baignade en mer de la plage de Toro a été réalisé en 2019 en collaboration avec la ville de Païta. Ce dernier a consisté notamment à réaliser une évaluation du risque sanitaire lié à l'activité de baignade sur cette plage, ainsi qu'à émettre un plan d'actions. Ce document n'a pas été pris en compte lors du RIE de la ville et peut vous être transmis.

- Les risques

Concernant les aléas côtiers, l'étude de la caractérisation de l'aléa submersion marine d'origine cyclonique sur la commune de Païta a également été restituée à la mairie de Païta le 6 décembre 2023. Les rapports présentant la méthode et les résultats, un atlas cartographique communal, ainsi que les données SIG ont été remis ce même jour. Il conviendrait de porter ces deux études à la connaissance de la population et d'en tenir compte dans le PUD.

Dans la partie relative au risque tsunami (§ 5.2.1. Risque tsunami), il doit être souligné que les critères "altitude" et "distance à la côte" qui ont été pris en compte pour la réalisation de la carte présentée page 108 (figure 48) correspondent à la définition de la bande d'évacuation et de sécurisation, et non à une carte d'aléa ou de risque comme indiqué dans le titre de la figure. De plus, il convient de préciser que ni l'IRD ni la DIMENC (cette dernière est mentionnée dans les sources) n'ont participé à la réalisation de cette carte. Ce travail a été réalisé par le PIROPS/Croix Rouge Française en 2014 et retiré des outils de diffusion du gouvernement afin d'éviter toute confusion. Le programme TsuCAL, porté par la DSCGR, permettra, à terme, de définir et cartographier l'aléa tsunami en Nouvelle-Calédonie.

Au sein du PUD en élaboration de la ville de Païta, il serait judicieux d'intégrer à la stratégie d'optimisation des zones économiques existantes d'ici à l'ouverture/extension de zones économiques dans le Nord et le Sud de l'aéroport de la Tontouta dans une perspective de 5 à 7 ans, la recherche et la programmation de moyens mutualisés d'aménagements à même de réduire les pollutions au quotidien et de maîtriser les conséquences d'éventuels sinistres.

En effet, en complément de la stratégie de limitation de l'emprise au sol des constructions, de compensation des surfaces imperméabilisées, d'imposition du traitement des eaux pluviales polluées notamment pour les parking de plus de 10 ares et la mise en place d'un schéma directeur d'assainissement prévus à juste titre dans la gestion des eaux pluviales au point 5.2.1, il peut être envisagé d'équiper les zones d'activité économique de moyens mutualisés et dimensionnés en proportion du type et du volume du tissu industriel accueilli comme :

- des stations d'épuration auxquelles chaque industrie hébergée serait tenue de se raccorder (comme à la ZIPAD) ;
- des réserves d'eau comme moyen d'extinction de sinistre en complément du réseau d'eau (poteaux/bouches incendies) et en précaution d'éventuelle saturation de débit ;
- des réservoirs capables de pomper et contenir les eaux d'extinction de sinistre polluées.
- En plus d'améliorer la maîtrise des dangers et des impacts, la mutualisation et la rationalisation de ces aménagements accroîtrait l'attractivité économique de la commune par l'augmentation du potentiel industriel et l'abaissement des charges de chaque installation classée accueillie.

L'autorisation des CINASPIC (constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ; qui intègrent notamment les constructions industrielles concourant à la production d'énergie) sur toutes les zones du PUD honnis les zones naturelles lève la restriction d'implantation de possibles installations de dimension significative génératrice de richesse et créatrice d'emplois à même de figer les populations qui seraient autrement cantonnées aux zones d'activités économiques industrielles et artisanales. En outre, une séparation suffisante entre les zones d'habitation et les zones d'activité économique est un prérequis à la gestion, des impacts et dangers et également, des nuisances sonores permettant d'éviter des plaintes récurrentes qui pourraient résulter de dépassements même une fois corrigés.

3) Analyse des incidences significatives prévisibles de la mise en œuvre du document sur l'environnement au regard des préoccupations mentionnées au 1er alinéa de l'article PS 111-10 du code de l'urbanisme

Le RIE fournit une bonne analyse des extensions urbaines potentielles qui sont situées prioritairement en continuité des centralités existantes et des zones d'habitation existantes sur le littoral. Cela va dans le sens d'une meilleure préservation des espaces agricoles et naturels. Cependant certaines zones à urbaniser sur le littoral restent discontinues des zones urbaines existantes ce qui est susceptible d'accentuer le phénomène de mitage urbain. A ce titre, le RIE questionne la pertinence de la vaste zone à urbaniser « Tontouta Littoral » qui est éloignée du tissu urbain existant, localisée au droit d'un littoral composé de mangroves, de fermes aquacoles et de fermes photovoltaïques, avec une emprise qui s'étend sur un relief collinaire au Nord (Pic aux bois de fer).

Par ailleurs, le RIE pointe que le règlement du PUD prévoit une densification progressive à mesure que l'on s'approche des centralités. Cependant, ces possibilités de densification restent faibles en zones résidentielles. A cet égard, le RIE aurait pu approfondir l'analyse pour étudier la possibilité, en organisant et en modulant davantage la densité dans les zones résidentielles à proximité des zones urbaines centrales, de réduire voire d'éviter la création de certaines zones à urbaniser.

Le RIE analyse bien que le PUD intègre de manière satisfaisante la protection des grands paysages grâce d'une part aux zonages NP et TC de la chaîne centrale et d'une grande partie du relief collinaire du littoral, et d'autre part aux règles et aux recommandations visant à garantir une intégration paysagère des constructions en zones urbaines notamment. Le RIE analyse également que la quasi-totalité du littoral et du pourtour des îlots a été classée en zone NLT ce qui renforce l'accès à tous au bord de mer mais légitime la possibilité de constructions légères sur le littoral.

Sur ce point, le RIE, outil visant la cohérence d'un projet de PUD avec les objectifs de développement durable, aurait pu identifier les espaces remarquables et sensibles du littoral pour lesquels le PUD gagnerait à conserver un principe d'inconstructibilité. Le RIE aurait également pu préciser que le PUD aurait pu aller plus loin en identifiant et en localisant les éléments de paysage à protéger et à mettre en valeur tels que les perspectives et points de vue structurants sur le territoire, et éventuellement certains arbres remarquables.

Le RIE analyse que le PUD s'est doté d'un large éventail d'outils pertinents pour réduire l'exposition au risque d'inondation : obligation de stockage des eaux pluviales, possibilité de compter la surface de toiture végétalisée en espaces verts, taux important d'espaces verts à la parcelle, stationnement avec revêtements perméables privilégiés dans certaines zones, etc.

Cependant, le RIE analyse à juste titre que certaines zones à urbaniser sont pour partie concernées par des zones inondables avec des aléas fort et très fort, ce qui pourrait être susceptible d'aggraver la vulnérabilité des populations dans ces zones à urbaniser mais aussi dans les zones déjà urbanisées situées en aval. Sur ce point, le RIE aurait pu aller plus loin en indiquant que le PUD aurait pu redéfinir ces zones à urbaniser afin de préserver de toute urbanisation nouvelle les zones actuellement non urbanisées exposées aux risques d'inondation et les zones urbanisées situées en aval déjà fortement exposées à ces mêmes risques.

Concernant la production de matériaux, les activités de carrières sont restreintes aux zones naturelles minières, dans lesquelles seules les emprises des carrières en cours d'exploitation sont prises en compte :

- La cohérence du zonage proposé avec les zones de gisement en matériaux n'est pas précisée.
- Dans ces conditions, et selon le code de l'environnement, aucune nouvelle carrière ne pourrait être autorisée à l'extérieur de cette zone NM, ce qui vient en contradiction avec les besoins futurs qui pourraient être nécessaires pour le développement et l'aménagement de la commune.
- A l'instar des dispositions prévues pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il est proposé d'autoriser pour certains zonages, et notamment en zone agricole (AC) et naturelle protégée (NP), l'exploitation de carrières à condition qu'elles soient compatibles et nécessaires au bon fonctionnement de la zone et ne présentent pas de nuisance ni de risque pour la salubrité et la sécurité de leur voisinage. C'est le cas notamment des nombreuses carrières

situées en zone agricole et qui permettent la réalisation des pistes ou le remblaiement des zones trop humides sur les différentes propriétés pour les besoins des activités agricoles. A noter à ce propos, que plusieurs carrières exploitées sans autorisation sur le territoire de la commune de Païta sont en voie de régularisation en 2023.

De plus, il conviendrait d'ajouter l'emprise de la carrière de Tiaré, demande d'autorisation en cours d'instruction, au zonage permettant son exploitation (NM voir autre zonage comme proposé ci-dessus).

S'agissant des risques technologiques, le RIE analyse la localisation des ICPE à risque par rapport aux zones d'habitation. Cependant, le RIE ne mentionne pas le groupe scolaire à proximité immédiate de la Minoterie Saint-Vincent et de la zone à urbaniser UAE1 à proximité, et d'autre part la zone à urbaniser UB2 susceptible de venir étendre le tissu urbain à proximité de la carrière de Katiramona.

Au-delà de la mise en place de moyens d'amont par l'encadrement des activités industrielles classées, la gestion des risques chroniques et industriels implique des aménagements à même de restreindre les effets d'accidents ou d'incidents.

Les conditions de distribution d'eau potable doivent être renforcées pour les secteurs de Tamoá, Beauvallon, Julisa et Mont Mou/Mines et nécessitent des renforcements d'ouvrages AEP. Par conséquent, cette faible évolution des zones artificialisables les besoins futurs en eau restent impactés.

Ce changement de destination de l'affectation du sol au niveau de la chaîne montagneuse et la réduction des zones d'exploitation minières ne devrait avoir qu'une incidence positive sur la qualité de l'eau des ressources en eau situées en aval.

A Tontouta, la zone agricole constructible est située en aval du forage communal. De même, les 2,6 ha de zone UR2 situés dans le Périmètre de Protection Eloignée (PPE) du captage du Mont Mou sont situés en aval de la prise d'eau.

Seules les zones naturelles d'exploitation minières situées en amont peuvent avoir un impact sur la qualité de l'eau des ressources (Tontouta, Mont Mou, Carignan, Roche Blanche).

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2019, la télérelève des compteurs d'eau a été déployée sur 3 ans par le concessionnaire (la Société des Eaux Urbaines et Rurales - SEUR) et son exploitant (la Calédonienne des Eaux – CDE), ce qui devrait permettre une meilleure maîtrise des consommations notamment sur le réseau privé des grands terrains davantage sujet au risque de fuites.

Par ailleurs, l'installation de récupérateurs d'eaux de gouttières ou de cuves enterrées est proposée dans le Cahier des Recommandations Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CRAUPE), annexé au PUD.

4) Justification des choix d'urbanisme et d'aménagement retenus au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement

Les étapes de la démarche itérative ne sont pas explicitées dans ce chapitre. Il convient donc de préciser si les décisions d'aménagement ont évolué au cours du processus de révision du PUD. Il pourrait être précisé dans ce chapitre les différentes versions du projet de territoire permettant d'aboutir à une prise en compte suffisante des principaux enjeux environnementaux.

In fine, il convient de préciser si la version du PUD proposée est la plus pertinente au regard des préoccupations environnementales et des objectifs de développement durable, parmi les scénarios envisagés. L'évaluation de plusieurs scénarios est particulièrement importante concernant les zones susceptibles d'être touchées de manière substantielle. Cette approche permet notamment de faire apparaître les mesures d'évitement.

5) Critères, indicateurs et modalités retenus pour le suivi des effets de la mise en œuvre du PUD sur l'environnement

L'analyse des effets du PUD sur l'environnement doit être utile et accessible à la fois au public et aux décideurs, sa finalité est d'être un outil d'aide à la décision et de mise en valeur des enjeux environnementaux d'une commune au regard des politiques d'aménagement du territoire engagées. Le choix des indicateurs s'est porté, en partie, sur des indicateurs déjà disponibles, ce qui facilite leur suivi.

Le nombre d'indicateurs proposé est pertinent au regard des possibilités d'évaluation que possède la commune de Païta. Il s'agit bien de permettre à la commune d'évaluer au fil de l'eau les effets de son plan d'urbanisme directeur et non de mettre en œuvre une grille de suivi trop complexe ou chronophage.

De même, préciser la source de la donnée à collecter est un élément d'entrée central pour permettre à la commune de Païta de mener l'évaluation de manière sereine, sans que le recours aux indicateurs proposés ne soit perçu comme une difficulté dans leur mise en œuvre.

Ceux-ci paraissent cohérents et adaptés au contexte de la commune. Ils ne semblent pas être source de difficulté. Le tableau présentant les indicateurs est relativement complet et précis.

6) Description de la manière dont l'évaluation a été effectuée

La méthodologie mise en place est présentée de manière succincte et laisse paraître une appréciation qualitative des enjeux. Il est à noter toutefois que les difficultés rencontrées ne sont pas présentées et, tel que mentionné précédemment, la justification des choix d'aménagements et de zonage reste peu étayée.

Pour une meilleure compréhension, il convient de rassembler dans un même chapitre l'ensemble des éléments de la pièce n°2 relatifs à la méthodologie d'évaluation (chapitres 1.2 « Méthode », 2.1.1 « Méthodologie » (p.4) et 2.2.1 « Méthodologie » (p. 8)).

D'autre part certains éléments de méthodologie indiqués ne sont en réalité pas développés dans le RIE telles que les tendances/projections d'évolution de l'environnement et la hiérarchisation des enjeux. D'ailleurs, il s'agit davantage de hiérarchiser les incidences liées à la mise en œuvre du PUD et de faire ressortir les composantes de l'environnement les plus vulnérables à la mise en œuvre du plan (cf. Guide de l'évaluation environnementale du PUD en province Sud).

La hiérarchisation des enjeux au regard des incidences environnementales est réalisée dans le chapitre 4.2 en considérant le projet de territoire. Ainsi, les incidences sont évaluées de manière qualitative et subjective (incidences potentielles). Bien que cette approche soit intéressante dans une démarche itérative d'adaptation du PUD aux préoccupations environnementales et aux objectifs de développement durable, elle doit néanmoins être conduite en considérant les éléments opposables du PUD, à savoir le règlement (documents écrits et graphiques) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Il est indiqué au chapitre 1.2 « Méthode » qu'aucune mesure compensatoire n'est définie au stade de la planification du PUD car « elle engendrerait une dilution de la responsabilité du porteur de projet qui pourrait ainsi concevoir un projet déjà compensé, ce qui va à l'encontre de recherche de solution d'évitement ». Ce point est également développé à la page 41. Il faut souligner ici que des mesures compensatoires peuvent être envisagées à l'échelle du PUD sans pour autant décharger tout porteur de projet de ses responsabilités au regard du code de l'environnement de la province Sud, en cas d'impact significatif.

Ces mesures compensatoires peuvent par exemple consister à la définition de zones destinées aux mesures de restauration en compensation des surfaces urbanisables ou à vocation d'exploitation de ressources, telles que présentées en figure 11.

Cela permet ainsi dans le cadre de projets contraints foncièrement de s'orienter vers des zones de compensation disponibles dans le même secteur/région. Il peut s'agir également de mesures de

préservation de zones (clôtures anti-cerfs, protection contre les feux de forêt etc.), de participation à des travaux de recherche afin d'améliorer les connaissances relatives aux espèces et écosystèmes présents sur la commune (répartition espèces sensibles, impacts des espèces exotiques envahissantes etc.), de mesures de sensibilisation (affichages de panneaux informatifs au niveau des zones sensibles, contrôles spécifiques/vigilance des gardes champêtres etc.).

7) Résumé non technique (Pièce N°3)

Les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière substantielle ne sont pas précisées dans le résumé non technique. De même, l'analyse de l'état initial n'est pas retranscrite dans le résumé, ainsi que les modalités de suivi des effets du PUD sur l'environnement.

De façon général, l'ensemble des éléments constituant le RIE doivent être abordés et vulgarisés dans le résumé de façon à simplifier la prise de connaissance par le public. Il est rappelé que le résumé non technique est un élément essentiel du RIE et qu'il a vocation d'apporter au public les principaux éléments de compréhension du dossier (les illustrations sont conseillées). A ce titre, il doit constituer une synthèse permettant d'identifier les principaux enjeux environnementaux et la manière dont ils ont été pris en compte par le projet.

Ce dernier devra être actualisé en accord avec l'analyse de l'état initial et le rapport des incidences environnementales, en cohérence avec les remarques émises dans le présent avis.